

L'Actualité économique

**L'ACTUALITÉ
ÉCONOMIQUE**
REVUE D'ANALYSE ÉCONOMIQUE

Problèmes et politiques économiques, Jacques RAYNAULD et Yvan STRINGER, Presses de l'Université du Québec, Sillery, 1988, 509 p.

Clément Lemelin

Volume 65, numéro 2, juin 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/601493ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/601493ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lemelin, C. (1989). Compte rendu de [*Problèmes et politiques économiques*, Jacques RAYNAULD et Yvan STRINGER, Presses de l'Université du Québec, Sillery, 1988, 509 p.] *L'Actualité économique*, 65(2), 297–303.
<https://doi.org/10.7202/601493ar>

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1989

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

*Compte rendu**

Problèmes et politiques économiques, JACQUES RAYNAULD et YVAN STRINGER
Presses de l'Université du Québec, Sillery, 1988, 509 pages

Pour plusieurs économistes, il n'y a de science économique que la microéconomie. Aussi leur déception peut-elle être grande lorsque les cours de macroéconomie s'avèrent souvent plus populaires que les cours de microéconomie auprès d'élèves qui en sont à leur début. De telles préférences s'expliquent en partie par l'étendue du contenu d'un cours de microéconomie: définition du problème économique; articulations d'un système économique décentralisé dans le but de répondre à la triple question quoi, comment et pour qui produire; analyse du comportement des ménages, du rôle des firmes et du fonctionnement des marchés des produits et des facteurs; caractérisation et évaluation de l'équilibre général sous l'angle du critère d'efficacité; analyse du rôle, possiblement supplétif, de l'État, etc. Confrontés à cette difficulté, plusieurs choisissent de sabrer dans la matière et, souvent, ils laissent tomber une bonne partie de ce qui est susceptible d'intéresser le plus les élèves: la répartition des revenus et l'évaluation d'un système décentralisé. La situation devient particulièrement ironique dans les programmes d'études qui comprennent plusieurs cours de microéconomie et où souvent seul change le mode d'exposition: à deux ou trois reprises, le groupe-cours n'aura pas le temps de tout couvrir et ce sont les mêmes thèmes qui seront écartés.

En partie, sans doute, pour pallier ces difficultés. MM. Raynauld et Stringer nous offrent un manuel de microéconomie publique appliquée qui correspond à plusieurs des sections d'un cours de microéconomie que l'on a souvent tendance à mettre à l'écart et qui vient compléter un premier cours d'analyse dont le contenu pourrait être plus traditionnel. Rivé qu'il est sur la problématique de l'intervention gouvernementale, ce volume a pour objectifs d'assurer une meilleure compréhension du mécanisme de prix, d'apprendre à poser les problèmes de façon «économique» et de montrer que l'analyse microéconomique peut être pertinente, simple, utile et captivante.

En introduction, on présente de façon simplifiée le concept de l'optimum de Pareto et on procède à une description succincte de l'intervention gouvernementale.

* Cette section est sous la responsabilité de MM. Serge Coulombe et Marc Lavoie, professeurs à l'Université d'Ottawa.

En deuxième partie, on s'inspire des thèses de l'École des choix publics pour suggérer une interprétation du fonctionnement du marché politique, on a recours à un fable pour décrire le problème d'allocation des ressources d'une société et on analyse le mécanisme de prix. La troisième partie, dont le titre est «la redistribution des revenus» et qui comprend un très bref chapitre sur le problème de la distribution, porte sur des interventions de l'État dont les effets ou les intentions sont redistributifs: tarification des services publics, contrôle des prix et des loyers, soutien des prix et fiscalité. Une autre partie, consacrée aux échecs du marché, porte sur les effets externes et sur les biens publics. Il y a un chapitre sur le libre-échange et, en conclusion, on s'interroge sur le rôle de l'économiste.

MM. Raynauld et Stringer ont dû procéder à certains choix. Pour ce qui est du contenu, ils ont, bien évidemment, écarté tout ce qui touche à la fonction de stabilisation. Leur approche en est une qui les amène à utiliser les modes habituels de l'analyse partielle: le lecteur a droit à un véritable festival de triangles visant à évaluer des pertes de bien-être. La structure de marché de référence est celle de la concurrence parfaite; les auteurs sont explicites à ce sujet: on ne parle pas d'imperfection de marché, pas plus que d'information imparfaite. De la même façon, il n'est nulle part fait mention d'optimum second. Enfin, ce n'est que du bout des lèvres que l'on parle de biens méritoires ou tutélaires; d'entrée de jeu, on opte pour la souveraineté des ménages: «... les individus eux-mêmes sont généralement les meilleurs juges de leur propre bien-être.» (page xii).

De tels choix exigent que l'on fasse preuve de discernement dans l'utilisation de ce manuel, dont la principale utilisation pourrait être comme document d'appui à un premier cours de microéconomie ou encore, ainsi que le suggèrent ses auteurs, comme document principal de référence à un deuxième cours de microéconomie pour des élèves qui n'ont pas l'intention de suivre un cours d'économie publique.

Tout cela étant dit, reconnaissons que la lecture de ce volume, dont la facture n'est pas orthodoxe, constitué qu'il est d'une multitude de mises en situation, d'exemples, d'études de cas et de fables, qui rompent la monotonie de l'exposé, mais qui ne font pas pour autant perdre le fil de l'argumentation, est agréable. On trouve, par ailleurs, à la fin de la plupart des chapitres plusieurs questions, dont des éléments de réponse se trouvent dans un document annexe, le solutionnaire. Il est à souligner que bon nombre de ces problèmes, tout comme la plupart des exemples, sont tirés de journaux et périodiques québécois. On sent chez MM. Raynauld et Stringer une préoccupation pédagogique et un enthousiasme dont il faut les féliciter. Les auteurs sont à l'affût de tous les problèmes d'actualité pouvant servir d'illustration à leurs thèses et ils n'hésitent pas à se mouiller en commentant sur ces problèmes. Cette générosité donne, bien évidemment, lieu à l'expression d'opinions qui pourront, par moment, apparaître contestables; nous n'insisterons pas ici, puisque les auteurs sont les premiers à le reconnaître et à recommander aux enseignants qui utiliseront ce manuel, les questions et le solutionnaire d'y mettre du leur. De la même façon, on peut relever quelques coquilles dans la première édition; elles sont peu nombreuses et le manuel est somme toute bien rédigé.

C'est sans réserve que je recommande la lecture et l'utilisation de ce manuel. Plutôt que de procéder à une critique, paragraphe par paragraphe, du volume, il est préférable, pour commenter plus avant, de prendre prétexte d'une question qui revient à quelques reprises dans ce volume: comment expliquer que les économistes n'aient pas plus d'influence dans la formulation des politiques économiques? La lecture de ce volume suggère au moins quatre raisons.

1) Les problèmes auxquels les économistes sont confrontés sont souvent complexes. Dans le chapitre 14, consacré au libre-échange, MM. Raynald et Stringer imaginent, à des fins d'exposition, un débat télévisé entre partisans et adversaires du libre-échange canado-américain. Notons d'abord qu'il y a des économistes dans les deux camps. Deux autres choses apparaissent révélatrices: le débat est gagné par les adversaires du libre-échange et l'économiste principal, M. Ricardo, ne trouve rien de mieux que de référer les téléspectateurs à un document écrit pour défendre sa thèse! Pour paraphraser McCloskey (1984), M. Ricardo ne fait pas preuve d'une bonne maîtrise des règles de base de la rhétorique. Il aurait eu profit à faire plus que de se reposer sur la confiance aveugle de ses concitoyens. Par ailleurs, on peut se demander si les économistes sont suffisamment fidèles à leurs préceptes d'efficacité, dérivés du concept de l'optimum de Pareto, pour que l'on puisse s'attendre à ce que tout citoyen leur fasse confiance en tout temps. Ainsi, il serait intéressant de savoir si M. Ricardo va, dans les mois qui viennent, déployer autant d'énergie à réclamer des programmes spécifiques, visant à compenser les perdants du libre-échange, qu'il en a mis à laisser entendre que de tels programmes pourraient être facilement mis en oeuvre.

2) Dans le chapitre consacré au marché politique, les auteurs insistent sur le danger de prêter des intentions différentes selon qu'on est en face d'une décision de nature privée ou publique: toute action est motivée par des considérations personnelles. Il est tentant de mettre cette proposition en parallèle avec quelques citations: «Les économistes sont essentiellement des messagers: leurs recommandations reflètent les désirs de la collectivité» (page 487), «Comment distinguer les opinions neutres, impartiales, objectives, des prises de position visant à défendre les intérêts d'un groupe de pression?» (page 5). Qu'est-ce qui nous assure de l'objectivité des économistes? De Vroey (1972) montre bien comment certains des choix méthodologiques des économistes peuvent correspondre à la recherche de leur bien-être personnel. Loin de nous l'idée de nous livrer plus avant à des considérations de nature socio-épistémologique. Cependant la thèse de De Vroey nous permet de suggérer que les économistes ne sont peut-être pas, eux-mêmes, toujours exempts de biais, peut-être inconscients. Donnons un exemple. En page 407 on évoque la possibilité de ne pas tenir de recensement fédéral en 1986. Que penser de cette décision? Pour l'évaluer il faudrait sans doute en considérer les coûts et les bénéfices. Le seul élément de réponse que nous fournit le solutionnaire, c'est que la collecte des données statistiques constitue un bien public. Faut-il souligner ici que les économistes sont de grands utilisateurs des données statistiques? Face à un tel problème, les économistes ne devraient-ils pas se soumettre au même type

d'analyse auquel ils soumettent les autres: chacun n'a-t-il pas tendance à embellir d'effets externes ses propres activités? Et si Statistique Canada a finalement accédé aux vœux des économistes, n'est-ce pas en partie parce que les utilisateurs de ces données constituent un groupe de pression influent? L'opération de recensement n'est-elle pas également, dans un sens, une activité à coût diffus et à bénéfices immédiats concentrés? Cette interprétation apparaît a priori tout aussi légitime qu'une autre passant par la notion de service collectif.

Donnons un autre exemple. Le problème de la pollution tient souvent à une mauvaise définition des droits de propriété. Selon le théorème de Coase, sous certaines conditions, la définition des droits de propriété permet d'atteindre une allocation optimale, peu importe à qui ces droits sont attribués initialement. L'identification de ces propriétaires a cependant de l'importance parce qu'elle influence la répartition des revenus. MM. Raynauld et Stringer imaginent un problème de pollution par la fumée de cigarette dans les salles de cours de l'École des HEC et suggèrent une façon de pallier la difficulté: on donne initialement les droits de propriété de l'air à l'administration de l'École qui les vend. Une telle mesure pourrait aider à résoudre le problème d'allocation, il faut en convenir. Mais pourquoi attribuer au départ ces droits à l'administration? Pourquoi pas les accorder aux non-fumeurs? La question méritait d'être posée. On a beau vouloir éviter le problème de la répartition; vient un temps où on ne le peut plus. Est-il trop perfide de suggérer une certaine convergence d'intérêts entre l'administration et les professeurs que sont MM. Raynauld et Stringer? Remarquons également que la question des droits des non-fumeurs a pris de telles dimensions qu'il y a fort à parier qu'aucune somme d'argent ne saurait alors inciter les non-fumeurs à céder leurs droits de propriété puisque leur demande est maintenant appuyée sur ce qu'on peut considérer comme un pouvoir d'achat (un pouvoir de négociation...) important.

3) Les auteurs suggèrent un troisième élément de réponse à la question mentionnée plus haut. S'inspirant de travaux de l'École des choix publics, ils montrent combien il est naïf d'opposer les motivations dans les choix privés et publics. L'intervention de l'État donne naissance à un marché où les équilibres ne correspondront pas nécessairement à un optimum social: des politiques inefficaces à bénéfices concentrés et à coûts diffus seront mises en œuvre. C'est en partie à partir d'un tel constat que Nelson (1987) suggère que l'économiste qui rêve d'influencer les politiques publiques abandonne ses habits de technicien progressiste pour se faire davantage idéologue ou encore entrepreneur en efficacité à l'emploi de l'ensemble des citoyens. Si ces deux derniers rôles diffèrent du premier, c'est que l'employeur est également préoccupé par les questions de justice sociale ou d'équité. Poser le problème du rôle de l'économiste en ces termes rend incontournable la question de la répartition et de la redistribution. L'économiste doit alors faire beaucoup plus que tout simplement constater que l'activité politique est une occasion de s'approprier une rente politique.

4) Un système économique est une organisation humaine qui permet aux gens de vivre en société et d'apporter une réponse à la triple question que l'on sait. On a déjà mentionné que, faute de temps, on avait tendance à rogner sur certaines

parties du cours de microéconomie et, ainsi, à traiter de façon souvent superficielle la question de la détermination de la répartition des biens et services dans un système économique décentralisé: quand on ne néglige pas, carrément, cette question, on se contente souvent d'une réponse partielle, se bornant à parler des déterminants du prix des facteurs et laissant de côté toute la question de la répartition du stock de ressources.

Même si six des quinze chapitres de leur volume sont rassemblés sous le titre de «la redistribution des revenus», MM. Raynauld et Stringer posent le problème de la répartition d'une façon qui ne nous a pas paru complètement satisfaisante. À plusieurs reprises, dans ces chapitres, ils affirment que dans un système économique décentralisé les biens et services de consommation se retrouvent finalement dans les ménages qui les désirent le plus. Qu'en mots élégants et imprécis le tout est formulé! Que sont ces désirs? L'étudiant à ses débuts risque fort de confondre ces derniers avec les goûts ou les besoins. En fait, rien ne nous assure que le lecteur du manuel sera toujours conscient que, finalement, dans un système économique décentralisé les biens sont répartis selon les diverses demandes, qui correspondent à des besoins, des goûts ou des désirs, *appuyés sur un pouvoir d'achat*. Nous n'avons pas la prétention d'apprendre quoi que ce soit aux auteurs ici. Ils conviendront cependant que l'ambiguïté de leurs propos est d'autant plus malheureuse que souvent, pour décrire le rôle des marchés dans la répartition des biens, ils imaginent des situations où un bien de consommation aboutit là où les besoins sont les plus grands: tel pain sera obtenu par une famille nombreuse, plutôt que par un célibataire, parce que celle-là le désire davantage; tel logement spacieux sera occupé par la famille nombreuse, plutôt que par le célibataire, parce qu'elle le désire davantage, encore une fois. Est-on assuré de ce résultat si les ressources du célibataire sont beaucoup plus considérables que celles de la famille? Ajoutons tout de suite que les auteurs ont le courage d'imaginer ailleurs un autre exemple où l'eau est à usagers alternatifs (des riches qui veulent arroser la pelouse de leur terrain de golf et des pauvres qui en veulent pour se laver) et où l'eau ne débouche pas nécessairement sur des usages que l'on peut, selon le sens commun, qualifier de plus fondamentaux. Il faut les féliciter de leur courage.

MM. Raynauld et Stringer reconnaissent qu'un système décentralisé peut mener à des inégalités de revenus inacceptables. Pour cette raison l'État est fondé d'intervenir. Mais comment procéder? «Le mécanisme des prix est totalement inepte comme distributeur des revenus» (page 147). Successivement, la gratuité des biens produits par l'État, le contrôle des prix ou des loyers et le soutien des prix sont considérés comme inefficaces. À plusieurs reprises dans ces chapitres, on laisse entendre que la solution tient dans la sélectivité ou encore dans la fiscalité et les programmes de transfert. Dans le chapitre consacré à ces deux derniers thèmes on conclut que, à cause des effets de substitution et parce que le loisir n'est pas impossible, de telles interventions créent également des distorsions et engendrent de l'inefficacité. Le lecteur risque fort de sortir déçu de la lecture de ces chapitres, d'autant plus qu'il aura lu au chapitre 1 que si «... l'économiste refuse de choisir la distribution des revenus la plus équitable..., ... son expertise l'autorise... à se

prononcer sur ... le meilleur moyen pour redistribuer les revenus.» (page 23). Quant à la suggestion qui apparaît comme un cheveu sur la soupe à la fin de la section sur la redistribution des revenus et qui fait référence, dans l'attente d'un régime optimal de taxation, à la distribution de coupons donnant le droit d'acheter des biens essentiels à un prix inférieur au prix du marché, le moins qu'on puisse en dire c'est qu'il aurait fallu en discuter davantage, à la lumière notamment de la condition d'optimalité qui passe par l'égalité des taux marginaux de substitution des divers ménages. Dans leur avant-propos les auteurs font référence à un texte où Blinder «préconise une analyse objective et froide accompagnée d'une préoccupation constante pour les défavorisés» (page xi). À la fin des chapitres sur la redistribution des revenus, le lecteur pourrait craindre pour le sort de ces défavorisés.

Parce que la société et son mandataire, l'État, sont préoccupés par la question redistributive et qu'ils prêtent aux économistes une compétence particulière dans l'analyse de la répartition, on attend de l'économiste bien plus que le constat qu'un système décentralisé entraîne des inégalités, que toute mesure redistributive entraîne des pertes de production et que la question soulève des problèmes moraux face auxquels il est impuissant.

Il est évident à la lecture du volume qu'une des raisons ou un des prétextes de l'intervention de l'État passent par la redistribution des revenus. Il aurait été utile que les auteurs s'interrogent de façon plus systématique sur cette préoccupation. Dans ce manuel on tente d'évaluer les politiques économiques. Il nous semble tout à fait normal de définir alors les objectifs de la société ou de l'État. Aussi pouvons-nous nous étonner de ne voir nulle part la plus petite référence à une quelconque fonction de bien-être social. Tout au plus affirme-t-on à un moment donné qu'il est futile de tenter de la définir (page 167). On fait sans doute allusion ici au théorème de l'impossibilité d'Arrow, qui souligne les difficultés d'une entreprise visant à inférer une telle fonction sur la base des préférences individuelles. Il nous semble qu'il aurait été utile d'aller bien au-delà d'un tel constat. Sans aller jusqu'à exposer les thèses de Rawls, on aurait pu parler des problèmes d'assurance, d'effets externes et d'interdépendance des fonctions d'utilité qui font que la redistribution peut revêtir la forme d'un bien public et que des politiques de redistribution deviennent une nécessité parétienne.

Notons également que le jour où apparaît une fonction de bien-être social, on peut se demander ce qui reste du dilemme efficacité-justice. Au chapitre 15, les auteurs affirment qu'«il n'est pas exclu que le bien-être collectif soit supérieur avec une allocation sous-optimale et une distribution plus égale des revenus qu'avec une allocation optimale et une distribution plus inégale» (page 494). À quoi peut bien faire référence l'optimalité si ce n'est au bien-être collectif, précisément? MM. Raynauld et Stringer viennent bien près de confondre optimalité, d'une part, et production maximale ou souveraineté des agents économiques de l'autre. Par exemple, dans le solutionnaire du Chapitre 4 on juge chimérique la demande d'une semaine de travail de 35 heures; le seul argument qui est donné. c'est que, sans augmentation de la productivité, la production baissera. Et si les travailleurs valorisent l'augmentation du loisir davantage que la baisse du revenu monétaire?

Rien de tout ce qui procède n'est dit pour minimiser le grand intérêt de ce volume. Il ne faut pas non plus reprocher à ses auteurs de ne pas en avoir écrit un autre. Quiconque a à coeur d'améliorer son enseignement dans un cours de microéconomie de base devrait l'acheter, l'utiliser, en suggérer la lecture à ses élèves et, en même temps, encadrer les activités de lecture de ces derniers.

Clément LEMELIN

Département de sciences économiques

Université du Québec à Montréal.

BIBLIOGRAPHIE

- DE VROEY, M. «Une interprétation sociologique de la prédominance du paradigme néo-classique en science économique», *Économie et Sociétés*, 6, 8, août 1972.
- Mc CLOSKEY, D.N., «The Rhetoric of Economics», *Journal of Economic Literature*, 25, 1, juin 1983.
- NELSON, R.H., «The Economics Profession and the Making of Public Policy», *Journal of Economic Literature*, 21, 2, juin 1983.